

## RAPPORT, VERSION PROVISoire

### Atelier préparatoire du sommet international de la Désertif'actions 2026

.....

#### Thème

**Transformation des systèmes agricoles et/ou d'élevage sédentaires, pour la résilience face aux sécheresses**



#### Rapporteurs de l'atelier :

- Ousmane BERTHE, REFEDE-MALI
- Oumar COUMARE, AOPP

*Bamako, août 2025*

## Table des matières

I.	Introduction :	3
II.	Session d'ouverture :	3
III.	Session des communications :	4
1.	Objectifs de l'atelier et le sommet international de la désertification :	4
2.	Présentation sur la désertification au Mali :	5
3.	Communication de l'ONG TREE AID :	5
4.	Transformation des systèmes agricoles et/ou d'élevage sédentaires, pour la résilience face aux sécheresses :	8
5.	Echanges/Discussions et contributions sur les communications :	11
IV.	Session des travaux de réflexion de groupe :	12
6.	Restitution des résultats des travaux de groupe :	13
V.	Recommandations de l'atelier :	16
VI.	Résultats atteints :	17
VII.	Conclusion :	17
VIII.	Annexes :	18
	Quelques photos :	20

## I. Introduction :

L'atelier national préparatoire du sommet international de la Désertif'actions 2026 du Mali a eu lieu le 6 août 2025 dans la salle de réunion du Conseil National de la Société Civile à Bamako. Organisé par le Réseau des Femmes pour les Droits Environnementaux au Mali (REFEDE-MALI) en collaboration avec l'AOPP, avec l'appui un appui conjoint de de la GIZ et de l'ONG TREE AID, l'atelier a enregistré la présence de cinquante (50) de personnes composées des représentants des services techniques de l'Etat, d'organisation de la société civile, d'ONG, des Partenaires techniques et financiers, des organismes au développement, des médias et des étudiants. Il a été marqué par trois sessions : une session d'ouverture, une session de communications, une session des travaux de troupes et plénières et une session de co-construction des recommandations.

Le présent rapport fait le point des temps forts de la rencontre et annexe la liste des participants.

## II. Session d'ouverture :

L'ouverture de l'atelier a été marqué par trois interventions, prononcées par Mme Kouyaté Goundo Sissoko, présidente du REFEDE-MALI, Dr. Nakany Diallo, représentante de la GIZ et Mr. Soumana Fofana, conseiller technique au Ministère de l'Environnement de l'Assainissement et du Développement durable, représentant le Ministre.

- **Goundo Sissoko :**

La présidente du REFEDE-Mali, a vivement remercié les partenaires et pour l'appui constant qui a permis l'organisation de l'atelier. Elle a également remercié le Ministère pour l'intérêt qu'il accorde aux actions de REFEDE-MALI, notamment les actions de la lutte contre la désertification. Selon elle, l'atelier se veut un cadre de réflexions d'échange et de co-construction pour identifier les leviers afin de renforcer la résilience, partager les bonnes pratiques et élaborer des recommandations fortes qui refléteront la voix du Mali au Sommet international de la désertification à Djerba et à la COP 17 à Mongolie. « Nous avons une responsabilité collective de promouvoir des systèmes agricoles et pastoraux plus résilients, plus durables et plus inclusifs, pour assurer l'avenir des générations futures » a-t-elle indiqué.

- **Dr. Nakany Diallo :** Dr. Diallo a noté que la GIZ à travers le projet WE4R Grande muraille Verte Mali (Concevoir la résilience : Droits fonciers et agriculture durable pour les femmes en milieu rural au Mali) appuie la résilience des communautés, notamment les femmes. Ce projet se situe dans un contexte où les conséquences sévères du changement climatique, telles que les sécheresses, la dégradation des sols et la chute des ressources forestières ont un impact négatif sur la production agricole du pays, affectent la vie de la population et mettent en danger les moyens de subsistance d'une grande partie de la population. Le projet WE4R vise à renforcer les droits, les ressources et la représentation des femmes en milieu rural. Le groupe cible direct est constitué de femmes, de filles et d'autres groupes marginalisés ayant des caractéristiques discriminatoires dans la région de Kayes. Par ces actions, la GIZ, s'engage résolument aux cotés des organisations de la société civile et aux côtés du Gouvernement malien pour appuyer les solutions concrètes à la désertification. Cet atelier constitue une étape essentielle pour porter une voix forte et unie de l'Afrique lors de la 6ième édition du Sommet international de la désertification à Djerba en 2026. Il offre également l'occasion de consolider les efforts multisectoriels et de mobiliser davantage.

- **M. Soumana Fofana, conseiller technique au Ministère de l'environnement, l'assainissement et du développement durable et représentant le Ministre de l'environnement :**

Le conseiller technique a indiqué que le Mali fait face à de nombreux défis liés à la dégradation des terres, à l'avancée du désert et aux effets récurrents des sécheresses. Ces phénomènes, aggravés par le changement climatique, affectent les écosystèmes, compromettent, la sécurité alimentaire et menacent les moyens de subsistance des populations rurales, en particulier les femmes et les jeunes.

Le Mali pays Sahélien dont les deux tiers du territoire sont arides ou désertiques, fait face depuis plusieurs décennies à une dégradation inquiétante de ses ressources naturelles et à une détérioration progressive du cadre de vie de ses populations. Cette situation est aggravée par une démographie croissante, la déforestation, la coupe abusive du bois, le surpâturage, les feux de brousse persistants, les défrichements anarchiques, l'orpaillage, l'occupation illégale des forêts classées, l'usage incontrôlé des produits chimiques et un certain relâchement du civisme environnemental. La désertification, l'érosion de la biodiversité et les effets du changement climatique sont autant de menaces sérieuses pour notre survie et celle de la planète. Conscient des impacts dévastateurs des écosystèmes, le gouvernement du Mali a pris des mesures structurantes, notamment l'adoption des politiques nationales en matière de foresterie, de protection de l'environnement, des zones humides et de lutte contre les changements climatiques. Selon le conseiller technique, le Mali a également adhéré à plusieurs conventions, accords et traités internationaux dont la convention cadre des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNUCLD) par sa signature le 14 octobre 1994 et sa ratification en, le 31 octobre 1995.

S'agissant du Sommet de la Désertification, M Fofana indique " le sommet de la désertification est plateforme stratégique pour nos Etats et nos sociétés civiles. Il offrira l'opportunité de faire entendre nos voix, de valoriser nos expériences locales et surtout de proposer des solutions concrètes, adaptées aux réalités de nos territoires. L'atelier est un véritable espace d'intelligence collective, de dialogue ouvert d'échange constructif. Les recommandations issues de vos travaux vont renforcer la voix du Mali sur la scène internationale et contribueront à la mise en œuvre effective de la convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification" estime le représentant du Ministre de l'environnement.

### **III. Session des communications :**

Cette session a été marquée par trois (3) communications à savoir : La présentation des objectifs de l'atelier et le sommet de la désertification, une présentation sommaire de la désertification au Mali, une communication de l'ONG TREE AID, et une présentation sur les systèmes agricoles et d'élevage sédentaire.

#### **1. Objectifs de l'atelier et le sommet international de la désertification :**

Les objectifs de l'atelier ont été présentés par Mme Sacko Halimata Mallé, point focal du ReSaD au Mali. Elle a souligné que cette rencontre vise à identifier les pistes d'accompagnement des exploitations agricoles et d'élevages pour faciliter leur transition vers plus de résilience face aux sécheresses.

L'atelier permet aussi de favoriser les échanges entre les acteurs de la société civile sur la lutte contre la désertification, la promotion de l'agroécologie, la transformation des

systèmes agricoles et d'élevage sédentaires comme moteur de résilience communautaire face aux sécheresses. Il se veut un espace de partage des acquis et des expériences, ainsi que des connaissances scientifiques des acteurs sur des systèmes agricoles et d'élevages sédentaires, des terres sèches et comme facteur de résilience communautaires dans le contexte du Mali. Les échanges doivent aboutir à l'élaboration collective, des recommandations pertinentes pour alimenter le débat, influencer les pratiques et politiques au niveau local, national et international autour de l'agroécologie, l'élevage sédentaire dans un contexte de la sécheresse.

La Désertif'Actions est un sommet international multi-acteurs initié par le CARI et ses partenaires depuis 2006. Centré sur la question des terres, de lutte contre la désertification et du développement des zones arides, le sommet Désertif'actions se veut un espace de dialogue inclusif. La sixième édition de Désertif'actions a une approche particulière qui consiste en amont à la l'organisation des ateliers nationaux de façons volontaire par les pays qui désirent prendre part à cette rencontre à Djerba.

Le thème de l'édition 2026 est : Comment réduire la vulnérabilité des territoires et améliorer leur résilience face aux sécheresses ? Ainsi, le Sommet de la Désertif'actions 2026, qui se tiendra du 25 au 28 mars 2026 à Djerba (Tunisie) sera un rendez-vous multi-acteurs ouvert sur le monde, permettant à la société civile internationale de se rencontrer et d'approfondir son plaidoyer. Il est attendu à cette rencontre environ 350 participants. Ce sommet est étape charnière de la participation de la société civile à la COP17 en Mongolie (2026) pour porter ensemble le plaidoyer par les porte-paroles de la société civile lors de la COP17 de la CNULCD afin de peser sur la prise de décision en faveur d'une meilleure résilience des territoires face aux sécheresses.

## **2. Présentation sur la désertification au Mali :**

Présentation de la situation de la Désertification au Mali, a été faite par M. Djoulou Sissoko, Point focal Société civile UNCCD.

Cette présentation a mis en lumière le phénomène de la désertification, qui selon le facilitateur, la désigne la dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et sèches par suite de divers facteurs, comme le changement climatique, la déforestation le pratique agricoles extensive, l'élevage non régulé (surpâturage) entraînent l'épuisement des sols et l'exploitation minière incontrôlée et l'orpaillage.

La sécheresse a comme causes directes, le climat, les activités humaines (anthropique). Les causes indirectes sont liées à la pression démographique, la pauvreté, la pression de la propriété de la terre, la pression du nouvel ordre économique mondial et la pression d'une répartition inéquitable des ressources.

Parmi les conséquences de la désertification au Mali, on retient l'immigration, la dissémination des cheptels, la disparition du couvert végétal, la baisse de productivité, l'utilisation des intrants, la famine etc.

## **3. Communication de l'ONG TREE AID**

L'ONG TREE AID à travers son directeur pays, M. Mamadou Touré a indiqué que cette organisation est britannique dont le siège est établi à Bristol en Angleterre depuis 1987. Elle est présente en Afrique de l'Ouest et en Ethiopie en Afrique de l'Est. Son bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest est basé à Ouagadougou au Burkina Faso depuis 1997 et couvre cinq pays : le Burkina Faso, le Ghana, le Mali, le Sénégal et le Niger. La vision est : 'voir se développer de façon durable des communautés épanouies dans les zones

arides d'Afrique'' et la mission est de ''Permettre à des personnes vivant dans les zones arides en Afrique à déverrouiller le potentiel de l'arbre afin de réduire la pauvreté et protéger l'environnement''.

Selon le facilitateur, les systèmes agricoles et/ou d'élevage sédentaires subissent de plein fouet les effets des sécheresses, qui compromettent la production, mettent en péril la sécurité alimentaire et fragilisent les économies locales. Ces phénomènes, exacerbés par le dérèglement climatique, accentuent les disparités entre les territoires, notamment dans les zones où les infrastructures sont insuffisantes et où les capacités d'adaptation restent limitées. Face à ces défis, certaines stratégies basées sur les principes de l'agroécologie ont montré leur efficacité pour renforcer la résilience des exploitations. Ces solutions incluent des approches intégrées et diversifiées qui permettent aux exploitations de mieux anticiper, s'adapter et répondre de manière durable aux défis posés par les sécheresses.

Cependant, la transition vers l'adoption de ces pratiques (techniques, organisationnelles, etc.) reste freinée par de nombreux obstacles structurels et conjoncturels.

A cet effet, ''faciliter le changement s'impose alors comme une condition indispensable pour lever ces barrières et favoriser la transition des systèmes agricoles et d'élevage vers plus de résilience''.

Ainsi, l'approche pratiques sur le terrain de TREE AID concourt à la promotion de l'Agroforesterie et les techniques combinant l'arbre dans les mesures de GRN. Aussi, l'organisation participe activement à la création de moyens et conditions d'investissement / Développement des entreprises et commerce sur les PFNL. Sur le plan de la gouvernance locale des ressources forestière, les efforts contribue à l'amélioration des droits d'accès à long terme des pauvres et leur contrôle aux ressources forestières. L'approche de TREE AID intègre aussi la nutrition et sécurité alimentaire pour plus résilience à base de PFNL.

En termes d'actions mises en place pour faire face aux sécheresses de TREE AID, on note :

- Une gestion durable des terres, grâce à des pratiques agroforestières. La croissance et la régénération des arbres dans les petites exploitations agricoles ou les forêts communautaires fournissent de l'ombre, aident à retenir l'humidité dans le sol et offrent du fourrage, évitant ainsi l'érosion et la dégradation des terres. Exemples : la RNA, les demi-lunes.
- Le développement des chaînes de valeur des PFNL : Le développement de ces chaînes de valeur renforce les revenus, la sécurité alimentaire et la nutrition, offrant ainsi une marge de manœuvre indispensable aux communautés pour s'adapter à la sécheresse
- La gouvernance forestière locale et inclusive : la capacité et la motivation des communautés locales à protéger les forêts garantit une réponse rapide à la sécheresse et limite la désertification. En effet, la gouvernance locale produit des résultats forts en termes de restauration des écosystèmes.

Il a présenté quelques chiffres produits par TREE AID de 2017-2024.

- 26,331 ménages avec 36,685 bénéficiaires directs et 157 986 bénéficiaires directs

- 165 nouvelles entreprises forestières villageoises créées avec un total de 3 562 membres actifs
- 28 Nouvelles coopératives créées
- 1,316,160 arbres plantés et 1 010 069 arbres régénérés sur 12 208 ha
- 82 054 hectares de terres mieux gérées
- Se concentrer sur l'accès des femmes à la terre, à l'entreprise et aux jardins nutritionnels.

M. Touré a souligné quelques **messages de plaidoyer prioritaires porter par Tree Aid**

- **La décentralisation de la gestion des ressources naturelles vers les communautés locales**, avec la consultation inclusive et la participation de toutes les couches des communautés locales, y compris les femmes et d'autres groupes marginalisés. Une gouvernance forestière locale et inclusive est nécessaire : les communautés locales ont la capacité et la motivation de protéger les forêts, ce qui améliore la résilience à la sécheresse et limite la désertification.
- **La finance climat et désertification** : Développer le financement climatique accessible pour le secteur Agricole, Forestier et Foncier en Afrique y compris le Mali (notre analyse du déficit de financement est disponible), ainsi que pour la lutte contre la désertification (un calcul du déficit de financement pour la résilience à la sécheresse est disponible) : « *Au moins 2 600 milliards de dollars d'investissements sont nécessaires d'ici 2030 pour restaurer plus d'un milliard d'hectares de terres dégradées et renforcer la résilience à la sécheresse.* ».

La finance climatique et désertification doivent être de haute qualité, c'est à dire :

- ❖ Doit être décaissé sous forme de subventions, et non de prêts, en particulier pour les Pays les moins avancés (PMA).
- ❖ Permettre un meilleur accès au financement pour les OSC nationales et locales.
- ❖ Permettre un accès direct au décaissement au niveau local, pour les approches locales.
- **Un accès foncier sécurisé pour les petits exploitants agricoles au niveau local**, y compris les femmes, les jeunes, les personnes en situation de handicap et les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Les droits fonciers plus sûrs réduiront le risque d'expulsions soudaines pour les agriculteurs et les communautés, les encourageant à restaurer les terres et à investir dans des pratiques agroforestières, ce qui renforcera et leur résilience, et les efforts contre la désertification.
- **Une meilleure réglementation de l'utilisation des terres** : Des règles et des structures claires de gouvernance concernant l'utilisation des terres pour gérer les conflits locaux de manière pacifique sont essentielles pour assurer la cohésion sociale, et pour réduire le surpâturage et la dégradation des terres (ainsi que les conflits communautaires) par le biais de la planification, de la programmation, des accords, etc.
- **L'accès au financement et aux ressources au niveau local** : l'accès au financement et aux ressources au niveau local reste un défi majeur pour les communautés rurales, en particulier pour les femmes. « À Tree Aid Mali, nous œuvrons pour lever ces obstacles en soutenant des mécanismes inclusifs de financement local, en accompagnant les AGR portées par des femmes et en facilitant leur accès aux ressources productives ».

En somme, la transformation des systèmes agricoles et d'élevage sédentaires est une nécessité face à la dégradation des terres, aux effets du changement climatique et à l'insécurité alimentaire croissante. Elle ne pourra être effective que si elle repose sur des pratiques durables, une gestion équitable des ressources naturelles, et une meilleure valorisation des savoirs locaux. "Tree Aid Mali, est convaincus que cette transition doit être menée avec et pour les communautés rurales, en particulier les femmes, qui sont les premières actrices du changement. C'est en intégrant l'agroécologie, la gouvernance locale et l'accès équitable aux ressources que nous pourrons bâtir des systèmes agricoles plus résilients, justes et adaptés aux réalités du Sahel".

#### **4. Transformation des systèmes agricoles et/ou d'élevage sédentaires, pour la résilience face aux sécheresses**

La communication a été présentée par **Dr Mamadou Camara, facilitateur de la session.**

Dans son intervention, le Dr Camara a rappelé que les systèmes agricoles et d'élevage sédentaires constituent la base de l'économie rurale au Mali et assurent la sécurité alimentaire de la majorité de la population. Cependant, ces systèmes sont aujourd'hui gravement menacés par les sécheresses récurrentes, l'épuisement des ressources naturelles et les effets du changement climatique.

##### **4.1. L'Agroécologie :**

L'agroécologie, en tant que pratique agricole durable, a des impacts significatifs sur l'environnement, la société et l'économie. Elle vise à créer des systèmes agricoles plus résilients, durables et équitables, en s'inspirant des principes écologiques et en tenant compte des savoirs locaux.

Sur le plan environnemental, l'AE a des impacts considérables : Elle contribue à

- L'amélioration de la santé des sols
- La conservation de l'eau
- La réduction de la pollution
- L'atténuation du changement climatique
- La préservation de la biodiversité

Sur le plan social, les impacts notés sont :

- Le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle
- L'amélioration des revenus des agriculteurs
- Le renforcement des liens sociaux
- La préservation et la valorisation des savoirs locaux
- La promotion de l'autonomie alimentaire

Sur le plan économique, les impacts sont :

- La réduction des coûts de production,
- La valorisation des produits locaux
- La création d'emplois

##### **4.2. L'élevage sédentaire :**

Selon le Dr. Camara, l'élevage sédentaire au Mali est une pratique importante, notamment dans le sud et le centre du pays, où les populations sédentaires pratiquent l'élevage comme activité principale ou complémentaire à l'agriculture.

Elle se caractérise par l'absence de transhumance, et représente **85% des exploitations agricoles du pays**.

La sédentarisation des éleveurs a des impacts complexes sur la production animale. Si elle peut permettre une meilleure gestion des ressources et des soins aux animaux, elle peut aussi entraîner une diminution de la productivité numérique, des problèmes de surpâturage, et des conflits fonciers. L'élevage sédentaire concerne principalement les bovins, les ovins et les caprins, avec des troupeaux de tailles variables.

✓ **Impacts positifs de l'élevage sédentaire :**

Comme impact positif, on note que la sédentarisation permet une meilleure planification de l'utilisation des terres et de l'accès à l'eau, réduisant les risques de surpâturage et améliorant la gestion des troupeaux. Elle facilite l'accès aux soins vétérinaires et aux vaccinations, réduisant ainsi les pertes dues aux maladies. La sédentarisation peut favoriser le développement d'infrastructures agricoles, telles que des points d'eau et des zones de stockage, améliorant ainsi les conditions de production.

En somme, la sédentarisation des éleveurs peut avoir des effets ambivalents sur la production animale. Si elle offre des opportunités d'amélioration de la gestion et des soins, elle peut aussi engendrer des problèmes de surpâturage, de conflits fonciers, et de perte de moyens de subsistance traditionnels. Une approche intégrée, prenant en compte les spécificités locales et les besoins des éleveurs, est nécessaire pour minimiser les impacts négatifs et maximiser les bénéfices de la sédentarisation.

✓ **Défis et perspectives :**

Bien que l'agroécologie offre de nombreuses opportunités, elle fait face à des défis tels que le manque d'information et de sensibilisation, les contraintes financières des exploitations, et la nécessité d'une stratégie concertée pour son développement à grande échelle.

En effet, le gouvernement, les organisations paysannes, les ONG et les institutions de recherche doivent collaborer pour promouvoir l'agroécologie au Mali, notamment à travers des plateformes de concertation et des projets de développement.

✓ **Mesures d'accompagnement des exploitations agricoles et d'élevage pour une transition vers plus de résilience face aux sécheresses**

Pour faciliter la transition des exploitations agricoles et d'élevage vers une plus grande résilience face aux sécheresses, plusieurs mesures d'accompagnement peuvent être mises en place, allant du soutien financier à l'adaptation des pratiques culturales et d'élevage.

○ **Soutien financier et incitations :**

❖ **Aides à l'investissement :** Des dispositifs financiers peuvent être mis en place pour aider les agriculteurs à financer des investissements spécifiques pour la protection contre la sécheresse, comme des systèmes d'irrigation efficaces, des forages d'eau, ou des infrastructures de stockage de l'eau.

❖ **Subventions pour les pratiques durables :** Des subventions pourraient être accordées pour encourager l'adoption de pratiques agricoles et d'élevage plus durables, telles que l'agroforesterie, la diversification des cultures, l'utilisation de paillis pour la

conservation de l'eau, ou la promotion de races animales adaptées aux conditions locales.

- ❖ **Accompagnement financier pour la transition agroécologique** : L'accès à des financements spécifiques pour la transition vers des systèmes agricoles plus durables, incluant des formations et des conseils personnalisés, peut faciliter cette évolution.
- ✓ **Adaptation des pratiques agricoles et d'élevage** :
  - ❖ **Diversification des cultures et des races animales** : Encourager la diversification des cultures et l'utilisation de races animales adaptées aux conditions locales permet de réduire les risques liés à la monoculture et aux aléas climatiques
  - ❖ **Amélioration de la gestion de l'eau** : Promouvoir des techniques d'irrigation économes en eau, la récupération de l'eau de pluie, et des pratiques agricoles réduisant l'évaporation du sol, telles que le paillage ou le labour réduit.
  - ❖ **Optimisation de la nutrition animale** : Rechercher des solutions pour une meilleure alimentation du bétail, y compris l'utilisation de fourrages adaptés et la valorisation des déchets agricoles.
  - ❖ **Agroforesterie** : Intégrer des arbres dans les systèmes agricoles et d'élevage permet de créer des microclimats favorables, de réduire l'érosion du sol et de diversifier les revenus
  - ❖ **Pratiques culturelles innovantes** : L'adoption de techniques culturelles telles que le semis direct, la rotation des cultures, ou l'utilisation de couverts végétaux contribue à améliorer la santé du sol et sa capacité à retenir l'eau
  - ❖ **Valorisation des déchets agricoles** : La méthanisation des déchets agricoles permet de produire de l'énergie verte et du digestat, un engrais naturel, réduisant ainsi la dépendance aux intrants chimiques et la production de méthane, un gaz à effet de serre.
- ✓ **Formation et accompagnement technique** :
  - ❖ **Formation des agriculteurs** : Des programmes de formation et de sensibilisation aux pratiques agricoles et d'élevage durables, ainsi qu'aux enjeux du changement climatique, sont essentiels pour accompagner les agriculteurs dans leur transition.
  - ❖ **Accompagnement technique personnalisé** : Un accompagnement par des conseillers agricoles spécialisés permet d'aider chaque exploitation à élaborer un plan d'action adapté à ses spécificités et à suivre sa mise en œuvre.
  - ❖ **Partage d'expériences et de bonnes pratiques** : La création de réseaux d'échange et de partage d'expériences entre agriculteurs permet de diffuser les connaissances et les bonnes pratiques en matière de résilience face à la sécheresse.
- ✓ **Développement de solutions alternatives** :
  - ❖ **Énergies renouvelables** : L'intégration d'énergies renouvelables dans les exploitations agricoles, telles que le solaire ou l'éolien, réduit la dépendance aux énergies fossiles et diminue les émissions de gaz à effet de serre
- ✓ **Biocontrôle et biostimulants** : Le développement et l'utilisation de solutions alternatives aux produits phytosanitaires de synthèse, comme le biocontrôle et les biostimulants, permettent de réduire l'impact environnemental de l'agriculture.
- ✓ **Pistes de solutions** :

Pour une performance de l'AE et l'élevage sédentaire, les expériences positives montrent que la transition vers des pratiques agricoles et d'élevage durables peuvent renforcer la résilience des communautés. Parmi ces solutions, il a mis en avant :

- **L'agroécologie**, comme approche intégrée, favorisant la diversification des cultures, la protection des sols, la gestion durable de l'eau et l'amélioration de la fertilité.
- **L'intégration agriculture-élevage**, permettant une meilleure valorisation des ressources locales (recyclage des résidus de récoltes, valorisation des déjections animales comme fertilisant organique, complémentarité entre production végétale et animale)
- **L'adoption de variétés et races adaptées**, plus résistantes à la sécheresse et aux maladies
- **Les innovations organisationnelles**, telles que la mise en place de coopératives, de systèmes de gestion collective des ressources et de mécanismes de solidarité communautaire

En combinant ces différentes mesures d'accompagnement, il est possible de soutenir les exploitations agricoles et d'élevage dans leur transition vers plus de résilience face aux sécheresses, en améliorant leur adaptation aux changements climatiques et en réduisant leur impact sur l'environnement.

## 5. Echanges/Discussions et contributions sur les communications :

Les échanges qui ont suivi les communications ont porté à la fois sur des éclaircissements, des témoignages de terrain et des contributions institutionnelles. Ils ont permis de dégager des points essentiels autour de la lutte contre la désertification, de l'agroécologie, l'élevage sédentaire et de la résilience des systèmes de production face aux sécheresses.

### Contributions institutionnelles :

- **Le Point focal national de la CNULCD** : Il a rappelé que 37 décisions ont été validées lors de la COP 16. Parmi celles-ci figure l'Initiative Riyad, adoptée pour mobiliser le financement des projets de lutte contre la désertification à travers les banques arabes.
- **Direction Nationale de l'Agriculture (DNA)** : Elle a précisé que l'agroécologie est un processus global incluant divers paquets technologiques (agroforesterie, conservation des eaux et des sols, lutte contre la désertification). Le Mali s'est doté d'un Comité national de coordination de la stratégie agroécologique, piloté par la DNA, chargé de fédérer et d'harmoniser les initiatives agroécologiques. Un consultant a déjà conduit une mission de cadrage en appui à ce comité.
- **CNOP et AOPP** : Les organisations professionnelles agricoles mènent des actions conjointes pour intégrer l'agroécologie dans les systèmes de production. Pour faciliter le dialogue entre acteurs locaux et pouvoirs publics, une Plateforme paysanne agroécologique nationale a été créée, rassemblant organisations paysannes, société civile et structures étatiques.
- **Énergies renouvelables et sécheresse** : L'utilisation des énergies renouvelables, notamment le biogaz et le solaire, a été présentée comme une alternative prometteuse pour réduire la vulnérabilité face aux sécheresses. Le biogaz, issu de l'élevage, permet également de produire des fertilisants organiques pour l'agriculture.

### Expériences locales de résilience :

- Les organisations paysannes ont partagé des pratiques éprouvées : zaï amélioré, cordons pierreux, compostage, régénération naturelle assistée (RNA).

- L'intégration agriculture-élevage a été mise en avant comme source de fertilité des sols (apports de fumier, valorisation des résidus de culture).

#### **Contraintes identifiées :**

- Accès limité au financement et aux intrants adaptés (semences, équipements)
- Insuffisance des infrastructures hydrauliques pour l'irrigation et le stockage
- Manque de coordination entre services techniques et producteurs
- Résistance au changement et persistance de pratiques traditionnelles peu adaptées aux défis actuels

#### **Rôle des jeunes et des femmes :**

- Les participants ont insisté sur l'importance d'impliquer davantage les jeunes et les femmes dans la formation, l'accès aux financements et la gestion des ressources naturelles.
- Ils représentent une force motrice pour accélérer la transition vers des systèmes agricoles et d'élevage résilients.

#### **Les questions des participants sont entre autres :**

- Sur quelle base le REFEDE-MALI et ses partenaires ont choisi le thème de l'atelier ? Est-ce une étude a-t-elle faite en amont ?
- Quels sont les défis de TREE AID dans la mise en œuvre de sa stratégie d'agroécologie ?
- Qu'entendons par la terminologie « entreprise forestière »
- Quelles sont les chaînes de valeurs développées par les femmes avec les produits forestiers non ligneux ?
- Quelles sont les activités développées par TREE AID pour renforcer l'accès des femmes à la terre ?
- La dimension genre est-elle prise en compte dans l'élevage sédentaire ?

Les réponses à ces différentes questions a permis de mieux édifier les participants et baliser la voie des travaux de groupes.

#### **IV. Session des travaux de réflexion de groupe :**

Les participants ont été divisés en 2 groupes de travail. Les travaux de groupe étaient modérés par un président (chef de file) et un rapporteur de séance. Les mandats des groupes sont :

**Groupe 1 :** Quelles sont les actions mises en place pour la résilience de l'agriculture et de l'élevage sédentaire face aux sécheresses ?

- Collecter des retours d'expériences sur les situations de sécheresses,
- Identifier les actions mises en œuvre par la diversité des parties prenantes.
- Quels messages de plaidoyer vous paraissent prioritaires à porter ?
- Elaborer collectivement cinq (5) recommandations politiques pour les différentes cibles possiblement concernées.

**Groupe 2** : Quels sont les freins et leviers à la résilience de l'agriculture et l'élevage sédentaire face aux sécheresses au Mali ?

- Identifier quelques difficultés rencontrées dans la mise en place d'action, ou pour leur mise à l'échelle
- Identifier des leviers d'action (techniques et/ou organisationnels) pour les dépasser.
- Quels messages de plaidoyer vous paraissent prioritaires à porter ?
- Elaborer collectivement cinq (5) recommandations politiques pour les différentes cibles possiblement concernées.

## **6. Restitution des résultats des travaux de groupe :**

### **6.1. Groupe 1**

Les actions mises en place pour la résilience de l'agriculture et de l'élevage sédentaire face aux sécheresses

#### **Dans le domaine de l'agriculture :**

- Adoption des technologies de conservation des sols (cordons pierreux, zai, demi-lunes, fascines, les semences adaptées, la promotion de la RNA, développement et vulgarisation de la technologie bio digesteur, la diversification des cultures, l'agroforesterie ...)
- Amélioration de l'accès à l'eau (forages équipés de système de pompage solaire)
- Aménagement des marres
- Diffusion des informations météorologiques
- Sensibilisation des communautés sur les changements climatiques et ses enjeux,
- Informer et sensibiliser les communautés sur les risques climatiques
- Création des fermes agrosylvopastorales communautaires intégrées
- Production de la fumure organique (le compostage et l'utilisation des sous-produit de bio digesteur)

#### **Dans le domaine de l'élevages :**

- Sélectionner les races animales résistantes à la sécheresse
- Développer la culture fourragère
- Aménager les espaces pastoraux
- Sensibiliser les éleveurs sur les changements climatiques
- Développement des unités industrielles des productions d'aliment bétail
- Déployer un nombre nécessaire d'agent d'appui conseil sur le terrain
- Appui agroécologique intégrée (maraichage, élevage, pisciculture etc..)
- Identifier les actions mises en œuvre par la diversité des parties prenantes.
- Mise en place des fermes agricoles communautaires intégrées
- Mise en place des cadres de concertation multi-acteurs
- L'adoption des technologies innovantes dans l'agriculture et l'élevage (DRS-CRS)
- Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE)
- Adoption par les communautés des technologies agroécologiques (compostage, paillage, agroforesterie)
- Pratique pastorales améliorée (élevage mixte, la stabulation, croisement des races)
- Création de banque de semences locales et de fourrages
- Mutualisation des ressources (matériels, intrants, bétail etc..) pour les OP

- La promotion des systèmes d'épargne et de crédit communautaire pour renforcer la résilience économique au niveau communautaire
- Création des unités de transformation des produits agrosylvopastoraux
- Sensibilisation et formation des OP sur les pratiques durables et la gestion des ressources naturelles
- Mise à échelle des résultats de la recherche (les espèces/variétés)

## **6.2. Groupe 2**

Le groupe 2 a procédé par l'identification des difficultés dans les actions mises en place pour la résilience de l'agriculture et de l'élevage sédentaire face aux sécheresses, avant de proposer des pistes de solutions.

### **Difficulté dans le domaine de l'élevage sédentaire :**

- Impact négatif des effets des changements climatique (dégradation des sols irrégularité des pluies, inondations, disparition des espèces fourragères endogène, tarissement des points d'eau, etc.)
- Faible accès au financement,
- Insuffisance de pâturage, cout élevé de l'aliment bétail (faible adoption des cultures fourragères), déficit organisationnel des éleveurs, surenchère des aliments bétails par les commerçants pendant les périodes de soudures
- Instabilité des subventions accordées au secteur
- Manque d'assurance dans le secteur
- Elevage de prestige, vol de bétail occasionné par la stabulation, faible capacité de gestion des éleveurs, insuffisance accrue de techniciens spécialisés pour l'encadrement des éleveurs
- Prolifération des Zoonoses (maladies transmissibles à l'homme, vice versa)
- Difficultés de sécurisation des animaux par des enclos
- Difficultés d'accès à l'eau, insuffisance des points d'eau

### **Agriculture :**

- Impact négatif des effets des changements climatique (dégradation des sols irrégularité des pluies, inondations, etc.)
- Méconnaissance de l'assurance dans l'agriculture
- Faible accès au financement adapté
- Insuffisance d'encadrement des Agriculteurs pour le montage de plan d'affaire bancable
- Insuffisance de mise à échelle des intrants organiques
- Utilisation abusive des intrants chimiques de synthèse
- Insuffisance dans l'encadrement
- Insuffisance des producteurs de semences adaptées
- Insuffisance de la valorisation des chaînes de valeur, notamment la transformation et la commercialisation
- Faible accès aux technologies d'irrigation
- Difficultés d'accès au marché
- Non maîtrise et mauvaise gestion de l'eau d'irrigation
- Difficultés d'accès à l'énergie renouvelable

## **Les solutions**

### **Elevage**

- Vulgarisation accrue des plantes fourragères, installation des banques de fourrage
- Accorder des facilités d'accès au financement adapté
- Informer, former, encadrer les producteurs pour l'accès au financement, l'élaboration des plans d'affaires
- Formation des formateurs et des producteurs sur des curricula en élevage

### **Agriculture**

- Sensibilisation et vulgarisation sur les pratiques agroécologiques
- Information et formation sur l'assurance agricole / élevage
- Formation des formateurs et des producteurs sur des curricula (agroécologie)
- Développer les systèmes d'irrigation dans les périmètres irrigués
- Informer, former, encadrer les producteurs pour l'accès au financement, l'élaboration des plans d'affaires
- Financement de l'agroécologie

## **Messages de plaidoyer prioritaires à porter**

### **1. Genre et inclusion sociale**

- Garantir l'accès sécurisé des femmes à la terre et à l'eau pour renforcer leur rôle dans les systèmes agricoles et pastoraux.
- Renforcer le financement de l'entrepreneuriat vert pour les jeunes et les femmes afin de stimuler l'innovation et l'emploi durable.

### **2. Financement et soutien aux producteurs**

- Promouvoir la création de structures financières adaptées pour l'investissement dans le secteur agricole et l'économie verte, en complément de la BNDA.
- Mettre en place des mécanismes pour sécuriser les prêts aux paysans et faciliter l'accès aux microcrédits, subventions et assurances agricoles.

### **3. Agroécologie et pratiques résilientes**

- Faire de l'agroécologie une priorité nationale pour renforcer la résilience face aux sécheresses.
- Encourager l'intégration agriculture-élevage afin d'optimiser l'utilisation des ressources locales et la complémentarité des systèmes de production.
- Investir dans la recherche et la diffusion de variétés et races adaptées aux conditions climatiques extrêmes, et soutenir leur adoption par les producteurs.

### **4. Renforcement des capacités et coordination**

- Renforcer les capacités locales via la formation, le conseil agricole de proximité et la diffusion des bonnes pratiques.

- Renforcer la synergie d'action entre tous les acteurs de la lutte contre la désertification pour améliorer l'efficacité des interventions.

## 5. Gouvernance et politiques publiques

- Mettre en place des mécanismes de gouvernance participative impliquant collectivités, organisations paysannes et société civile dans la planification et la gestion des ressources naturelles.
- Renforcer le plaidoyer pour que la transformation des systèmes agricoles et d'élevage devienne une priorité dans les politiques publiques nationales et régionales.

Les échanges des plénières relatives au groupe 2 ont spécifiquement porté sur :

- L'impact de l'élevage amélioré
- Le reboisement des arbres par les communautés locales
- Les difficultés d'accès des organisations paysannes et des producteurs aux crédits vis-à-vis des banques et des institutions de microfinance

Ainsi, les discussions ont mis en évidence un consensus clair : la résilience face aux sécheresses passe par une synergie entre politiques publiques, savoirs locaux, innovations agroécologiques et inclusion des jeunes et des femmes.

## V. Recommandations de l'atelier :

### 1. Financement et investissement

- Faciliter l'accès au financement adapté et innovant pour le développement durable de l'agriculture et de l'élevage.
- Promouvoir des mécanismes de financement accessibles, tels que les assurances agricoles, les fonds de résilience communautaires et les crédits adaptés.
- Encourager le partenariat public-privé pour l'investissement productif dans les domaines agro-sylvo-pastoraux.
- Inciter les producteurs à adopter l'assurance agricole pour sécuriser leurs activités face aux aléas climatiques.

### 2. Agroécologie et pratiques durables

- Accélérer l'élaboration et la validation de la stratégie nationale de l'agroécologie.
- Promouvoir et vulgariser les bonnes pratiques agroécologiques (AE) dans les systèmes de production agricole et d'élevage.
- Inciter les populations à reboiser et à entretenir les plants dans leurs terroirs.

### 3. Gestion des ressources naturelles

- Intégrer la gestion durable de l'eau dans toutes les stratégies de fertilisation et de production, notamment dans les zones sèches.
- Renforcer l'appui-conseil et la vulgarisation agricole de proximité pour améliorer l'adoption de pratiques durables.

### 4. Genre et inclusion sociale

- Valoriser et sécuriser l'accès des femmes à la terre et à l'eau productive pour renforcer leur participation aux activités agricoles et pastorales.

## 5. Gouvernance et concertation

- Créer des plateformes multi-acteurs pour renforcer la concertation, faciliter le dialogue entre parties prenantes et promouvoir la diffusion des bonnes pratiques.

## VI. Résultats atteints :

- 50 acteurs (Etat, collectivités, PTF, médias, société civile, étudiants...) mobilisés autour du débat sur l'agroécologie, l'élevage sédentaire et la désertification
- R1 : L'atelier a permis de nouer les réflexions des acteurs et le débat autour de la lutte contre la désertification, la transformation des systèmes agricoles et d'élevage sédentaires comme moteur de résilience communautaire face aux sécheresses.
- R2 : Les participants sont édifiés des bonnes pratiques, acquis et expériences, ainsi que des connaissances scientifiques des systèmes agricoles et d'élevages sédentaires des terres sèches, comme moyen de résilience communautaires au Mali.
- R3 : Des échanges sont assorties de recommandations pertinentes issues des expériences pratiques au Mali. Ces recommandations serviront à alimenter le débat au sommet international de la Désertif' action, à la COP 17 et à influencer les pratiques et politiques agricoles et d'élevage sédentaire dans un contexte de la sécheresse.

## VII. Conclusion :

L'Atelier préparatoire du sommet international Désertif'actions 2026 sur la transformation des systèmes agricoles et/ou d'élevage sédentaires pour la résilience face aux sécheresses a été un franc succès, tant sur le plan de la mobilisation que de la représentativité des acteurs œuvrant dans le domaine de l'agroécologie. Il a constitué un véritable cadre d'échange, de partage d'expériences et de mise en commun des bonnes pratiques, reflétant les préoccupations concrètes des producteurs maliens confrontés aux défis de l'intégration agriculture-élevage, de la sécurité alimentaire, de la dégradation des sols et de l'accès au financement.

Les recommandations formulées à l'attention des autorités, des institutions financières, des producteurs et des communautés constituent un socle d'actions capable de renforcer la résilience des systèmes agricoles et d'élevage face aux risques climatiques et à la désertification. Il revient désormais aux organisations de la société civile de porter ces recommandations à travers des initiatives de plaidoyer, afin d'influencer les politiques publiques, les textes législatifs et les pratiques sur le terrain.

La qualité des contributions et des échanges démontre la pertinence et l'importance de cette thématique, et les résultats issus de cet atelier serviront de référence et d'appui pour enrichir les discussions et les décisions à la COP17, contribuant ainsi à la promotion de systèmes agricoles et d'élevage durables, inclusifs et résilients face aux défis climatiques.

## Quelques photos





